

**COLLECTIVITE DE CORSE**

—  
**ASSEMBLEE DE CORSE**

**1<sup>ERE</sup> SESSION ORDINAIRE DE 2019  
21 ET 22 FEVRIER 2019**

**N° 2019/O1/002**

**MOTION  
AVEC DEMANDE D'EXAMEN PRIORITAIRE**

**DEPOSEE PAR :** Mme Santa DUVAL AU NOM DU GROUPE « PER L'AVVENE ».

**OBJET :** DEMANDE DE MAINTIEN D'UN MAILLAGE COHERENT DES SERVICES DES FINANCES PUBLIQUES SUR LE TERRITOIRE INSULAIRE.

---

**CONSIDERANT** la suppression de 4 postes d'agents en équivalent temps plein dans les services de la direction des finances publiques sur le territoire du Sartonais-Valinco-Alta Rocca, à raison de deux postes à Sartène et de deux postes à Lèvie,

**CONSIDERANT** qu'en conséquence, l'accueil au public s'en trouvera réduit à quatre matinées par semaine,

**CONSIDERANT** la mobilisation des agents des deux sites concernés afin d'alerter la population sur les conséquences de ces décisions sur le maintien d'un service public de qualité et de proximité,

**CONSIDERANT** que le renvoi à des services dématérialisés s'avère incompatible avec la mauvaise couverture téléphonique et numérique des territoire ruraux, ainsi qu'avec le public d'âge avancé qui a besoin d'un contact humain en mesure de répondre et de procéder à des actions simples de recouvrement ou d'informations, ou encore avec les personnes en situation de précarité ne disposant pas des moyens informatiques nécessaires,

**CONSIDERANT** que la baisse des effectifs dans les trésoreries locales, voire dans certains cas leur fermeture, poursuit la logique d'une centralisation des

personnels, des services et des opérations dans les sièges départementaux, processus qui va à l'encontre d'un maillage équilibré des services publics,

## **L'ASSEMBLEE DE CORSE**

**SOUTIENT** les agents de la direction départementale des finances publiques de Sartène et Lèvie, mobilisés contre les suppressions de postes, la fermeture de services et plus globalement, contre l'exode rural administratif des services publics de base.

**DEMANDE** au Gouvernement le maintien d'un maillage cohérent des services des finances publiques sur l'ensemble du territoire insulaire.